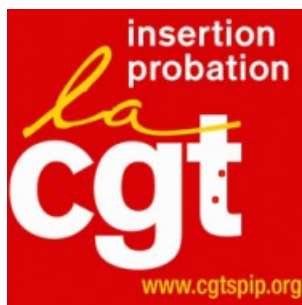




Jeunesse sacrifiée : la région Grand-Est enfonce le clou et tourne le dos aux Missions locales

La CGT IP Grand-Est apporte son soutien aux personnels des Missions locales et aux jeunes qu'ils accompagnent.

Depuis plusieurs semaines, lycéen.nes et étudiant.es se mobilisent pour défendre leurs droits, leurs conditions d'études et leurs perspectives d'avenir. Dans le même temps, [la Région Grand Est fait le choix de retirer son financement aux Missions locales pour 2026.](#)

Un choix politique lourd de conséquences, qui vient fragiliser encore davantage les dispositifs d'accompagnement de la jeunesse.

Une décision comme un affront supplémentaire fait à la jeunesse et un mépris affiché aux professionnel.les engagé.es à leurs côtés !

Après avoir réduit de 43 % sa contribution aux Missions locales en 2025, la Région décide désormais de mettre fin à son financement pour 2026, alors même que les structures ont déjà engagé des actions et organisé leur activité en tenant compte des moyens annoncés.¹

Le financement 2027 est lui aussi en péril !

Comment peut-on prendre une telle décision sans mesurer ses conséquences sur les personnels, sur les structures et, surtout, sur les jeunes qui en dépendent ?

Dans notre région, ce sont 43 Missions locales qui accompagnent chaque année près de 80 000 jeunes sur des champs variés tels que la formation, l'emploi, le logement, la mobilité, l'accès aux droits : leur action répond à des besoins concrets et joue un rôle essentiel dans les parcours.

Derrière cette décision, il y a des emplois fragilisés, des accueils de proximité menacés et des accompagnements qui risquent de ne plus pouvoir être assurés. Ce sont des jeunes qui pourraient se retrouver sans interlocuteur, sans accompagnement ou sans solution, alors même que les difficultés d'accès à l'emploi et à la formation restent importantes.

Quel avenir pour une jeunesse à laquelle on retire sans cesse les moyens d'avancer ?

Cette décision ne peut pas être dissociée du contexte actuel : l'Éducation nationale manque de moyens, les conditions d'étude se dégradent, et les jeunes qui se mobilisent pour défendre leurs droits font face à une réponse méprisante, répressive et violente qui ne répond pas à leurs attentes. Les services publics manquent de moyens, les inégalités se creusent.

Face à cette réalité, les réponses devraient être à la hauteur des besoins. Pourtant la Région Grand-Est fait le choix inverse.

Pour les syndicats CGT IP du Grand-Est, cette orientation traduit une politique qui sacrifie les solidarités collectives au nom des économies budgétaires. Ce désengagement est **une nouvelle salve contre la jeunesse et un nouveau sabordement de son avenir.**

Dans les SPIP, nous connaissons l'importance et la qualité du travail mené par les Missions locales auprès des jeunes majeurs. Nous savons aussi que l'insertion ne se décrète pas : elle se construit grâce aux professionnel.les, aux partenariats mais aussi par des moyens concrets. En ce sens, les financements sont indispensables.

Affaiblir ces acteurs en leur coupant les vivres, c'est fragiliser les parcours et les perspectives d'insertion et obérer

¹ [Communiqué ARML du 9 oct 2026 «Ne faites pas des jeunes la variable d'ajustement des budgets publics»](#)
[Communiqué ARML du 19 oct 2026 « Malgré l'appel du 7 octobre, la Région Grand Est choisit de retirer son soutien aux Missions Locales »](#)

davantage l'avenir de notre jeunesse !

Les Missions locales sont des partenaires indispensables de ce travail. Leur affaiblissement compromettrait des parcours, réduirait les possibilités d'accompagnement et rendrait encore plus difficile la construction de solutions durables.

Solidarité avec les missions locales !

Les syndicats CGT IP du Grand-Est condamnent le désengagement de la Région et apporte son soutien aux salarié-es des Missions locales, aux jeunes accompagné-es et à toutes celles et ceux qui se mobilisent pour défendre ces structures de proximité.

Nous exigeons que la Région Grand Est revienne sur sa décision, rétablisse son financement pour 2026 et garantisse des moyens pérennes pour 2027. La continuité de l'accompagnement des jeunes et la préservation des emplois ne peuvent pas dépendre de décisions budgétaires tardives et unilatérales.

Nous refusons que les jeunes soient abandonné-es au moment où ils et elles ont besoin de davantage de soutien, et que les professionnel.les soient contraint.es de faire toujours plus avec toujours moins.

La jeunesse a besoin de moyens, de droits et de perspectives. Pas de nouveaux reculs.

L'avenir des jeunes ne se sacrifie pas. Il se construit !

Le 24 octobre 2026
Les syndicats CGT IP du Grand-Est